

# L'environnement sur le front des municipales

[www.eco-sapiens.com](http://www.eco-sapiens.com)

Novethic

Entre opportunisme et réelle volonté d'agir, revue de détail sur cet enjeu de campagne.

Dès novembre 2007, un sondage Ipsos pour La Gazette des Communes annonçait que les Français placent l'environnement en tête des thèmes dominants pour l'échéance électorale

Le mois précédent, les maires, ne s'y trompant pas, étaient 44% à estimer que ce serait un des sujets les plus abordés lors de la campagne. "Le sujet est beaucoup plus présent qu'en 2001 dans les têtes et les programmes" confirme Anne Souyris, porte-parole des Verts, « mais c'était déjà le cas aux législatives et aux présidentielles » précise-t-elle. Pour autant, les écologistes ne sont pas en position de force dans la course aux élections. Le résultat des Verts (1,57% à la présidentielle) a poussé un certain nombre de ses candidats à s'allier à des partis généralistes, afin d'avancer leurs idées dans des partis qui pèsent davantage et sont par ailleurs demandeurs de leurs compétences.

Ainsi Yann Wehring, ex-secrétaire national des Verts a rejoint la liste du Modem à Strasbourg, se mettant à dos son parti. « La société s'ouvre à l'écologie, donc c'est le moment que les écologistes s'ouvrent à la société » déclarait-il au JDD.fr le 21 février. En revanche Cap 21 s'est officiellement allié au parti de François Bayrou, ce qui permet au parti de Corinne Lepage d'avoir une tête de liste à Lyon, en plus de celle du 12ème arrondissement de Paris, ainsi que des délégués sur les listes de Nantes et Rennes. L'alliance PS-Verts fonctionne toujours, notamment à Nantes, mais reste très disparate selon les régions. A Strasbourg, notamment, Yann Wehring dit s'être trouvé en butte face à un PS « extrêmement méprisant ». Corinne Lepage dénonce une incohérence du Parti Socialiste sur l'environnement. La création d'un « pôle écologique » transversal aux courants internes du parti tend à lui donner raison. La volonté de ce pôle est justement de redonner une cohérence et une légitimité au PS sur l'écologie. Bruno Rebelle, proche de Ségolène Royal, ex-président de Greenpeace France et l'un des initiateurs de ce pôle, regrettait, lors d'un forum sur la rénovation du parti, le retard du PS sur ce terrain, trop longtemps sous-traité aux Verts. La position du parti sur l'EPR, par exemple, n'est pas tranchée. A Flamanville, les candidats socialistes parlent même de « développement durable du nucléaire »...

**Les déchets en tête des préoccupations** A Marseille, Jean-Noël Guérini, candidat PS face à l'UMP sortant Jean-Claude Gaudin, a mis en tête de ses engagements : « régler en six mois le problème de la propreté ». Mais il peine à convaincre sur ses convictions écologistes quand, interrogé sur la polémique de l'incinérateur en projet à Fos-sur-Mer, son porte-parole évoque prudemment un énième référendum local. En outre, le programme socialiste a du mal à se démarquer de celui de l'UMP qui reprend sa proposition de piétonisation du vieux port, met le DD en tête de ses axes et promet 100 Km de lignes de transports en plus... Même si ce menu s'agrément, en toute incohérence écologique, de travaux de grandes voiries et contournement de Marseille ainsi que du fameux incinérateur à Fos, entre la mer et le parc national de Camargue... Sans parler de la collecte sélective des déchets, qui n'a jamais été installée pendant les deux mandats consécutifs de Jean-Claude Gaudin.

Or, selon une enquête OpinionWay/Eco Emballages réalisée à un mois des élections, « les citoyens placent le traitement des déchets en tête de leurs préoccupations environnementales et plébiscitent le tri comme moyen de préserver l'environnement ».

---

## L'environnement, fédérateur de mobilisation citoyenne

L'environnement est un motif pour les citoyens de réinvestir la politique locale. Au 15 février, le guide de l'éco-électeur de la Fondation Nicolas Hulot avait été téléchargé 150 000 fois et distribué à 10 000 exemplaires. « Les gens veulent faire de l'écologie, même s'il y a un hiatus sur le degré d'urgence dans lequel il faut le faire » estime Florence de Monclin, responsable pédagogique à la Fondation. L'exemple d'Issy-les-Moulineaux est manifeste, où le maire en place, André Santini, vient de céder face à l'association environnementale Actevi, qui s'était créée spontanément contre le projet d'un téléphérique en ville et la fuite en avant de la construction au mépris de la qualité de vie. Après avoir été radiée de l'Atelier d'urbanisme par le maire, dissuadée de se réunir ou de distribuer des tracts, l'association a finalement obtenu l'abandon de ce projet.

Si tout le monde s'accorde à dire que le Grenelle a ancré le sujet dans l'esprit des collectivités, les politiques sont encore loin d'avoir opéré le grand virage du développement durable. Ainsi, la Charte des maires pour l'environnement, initiée par l'AMF en novembre, est un signe de bonne volonté mais les associations écologistes rappellent que parmi la quarantaine de contournements urbains, aucun n'a été stoppé. Les projets d'autoroutes sont confirmés, ainsi que les nouveaux aéroports. Enfin, le Réseau Action Climat signale qu'une cinquantaine de collectivités pilotes se sont engagées sur un Plan climat territorial mais il manque encore de grandes villes comme Marseille, Bordeaux, Strasbourg et Saint-Etienne.